LE PS ET LA CFDT FACE A LA REVOLUTION POLONAISE

MICHEL THOMAS

L'ATTITUDE d'une organisation se réclamant de la classe ouvrière vis-à-vis de la Pologne doit se juger aux actions de solidarité qu'elle impulse, comme au langage qu'elle tient aux travailleurs qui l'écoutent, sur l'activité des ouvriers polonais.

La première réaction d'un responsable socialiste, celle de Cheysson le lendemain du coup de Jaruzelsky, a fait scandale. Rappelons-là : « *Notons que c'est une affaire interne polonaise. Nous désirons beaucoup que les affaires polonaises soient traitées entre Polonais. Nous ne voyons aucune trace pour le moment de menace d'intervention extérieure et nous nous en félicitons.* »

Cheysson a parlé franc

Pourtant, la réaction à chaud du ministre des Affaires extérieures a exprimé la position profonde de la direction socialiste. Cela est confirmé par les interventions successives de Mauroy à l'Assemblée. Il déclarait le 16 décembre : « *Quelle que soit l'ampleur de notre protestation, il nous faut porter sur la situation une appréciation honnête et constater que les événements actuels demeurent, pour l'instant, dans le cadre national polonais. Nous entendons qu'ils y demeurent.* » Et, le 23 décembre, tout en reconnaissant que l'action de l'URSS ne pouvait rester absente de tous ce qui se passe dans les pays de l'Est, et donc en Pologne, Mauroy s'évertuait encore à affirmer qu'il existe « *une différence sensible entre l'oppression actuelle à caractère national et une intervention étrangère plus massive, plus directe* ». Son souci restait d'éviter « *toute déclaration irresponsable susceptible de faire naître, chez nous comme ailleurs, des espérances illusives et peut-être dramatiques* ». Ainsi, quand il quittait le terrain diplomatique, le Premier ministre s'attachait à décourager la résistance des ouvriers polonais !

Dans son message de Nouvel An, et tout en faisant mine de prendre de la hauteur, Mitterrand tirait un trait sur Solidarité et les acquis du mouvement ouvrier polonais sans même les citer :

« *Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon, à condition de ne jamais confondre le désir que nous en avons avec la réalité d'aujourd'hui.* »

Voilà qui remet à sa place la position « en flèche » du PS français au sein de l'Internationale socialiste. Les dirigeants socialistes non membres du gouvernement ont certes tenu un langage plus « engagé ». Ils l'ont fait sous la pression de l'opinion populaire, et en considérant les profits qu'ils pourraient tirer de l'alignement du PCF sur Moscou.

Les porte-parole du PS n'ont jamais mis l'accent sur la force et la dynamique du mouvement ouvrier en Pologne, sur la potentialité d'un socialisme où les travailleurs exercent véritablement le pouvoir. Eux qui prônent l'autogestion dans leurs motions de congrès se sont bien gardés de parler du mouvement pour l'autogestion ouvrière et le contrôle social. Ils se sont prudemment tenus sur le terrain du respect des libertés syndicales, se limitant à une dénonciation verbale des isonnements et de l'état de guerre. Il se situent dans la perspective d'une démocratisation à long terme des Etats ouvriers dégénérés, d'un assouplissement de leurs régimes internes.

Si le PS a tu la réalité de la renaissance du mouvement ouvrier en Pologne, la montée d'une révolution authentiquement ouvrière contre la bureaucratie usurpatrice, c'est qu'il la redoute.

Parce qu'il craint la même activité des travailleurs en France même, qui mettrait en cause sa politique de compromis avec les patrons et de gestion de la société capitaliste.

Parce qu'il se situe dans le cadre de la défense du statu quo international, tout en saisissant l'occasion polonaise pour légitimer ses liens avec l'impérialisme américain et l'Alliance atlantique. Il trouve, dans ces événements, argument pour casser le mouvement contre l'installation en Europe des fusées Pershing.

Enfin, parce qu'il s'indentifie lui-même à la démocratie bourgeoise, dont il se présente comme le plus solide rempart contre la démocratie ouvrière.

Le débat public s'est instauré entre dirigeants du PS, suite aux événements de Pologne. Mais loin de porter sur la signi-

fication de la montée du mouvement ouvrier polonais et de la solidarité ouvrière internationale contre la répression bureaucratique, il se concentre exclusivement sur le meilleur moyen de faire payer la note au PCF, tout en préservant les conditions d'une collaboration gouvernementale avec ce parti.

La CFDT et Solidarité

Au contraire du PS, la CFDT s'est engagée positivement dans la défense de Solidarité contre la répression. Elle a mobilisé toutes les forces dans cette défense, entraînant avec elle la FEN, FO, la CFTC et la CGC. Elle a invité la CGT à rejoindre ce combat. Mais cette solidarité active s'est limitée au terrain de la lutte contre la répression, sans poser le problème du contenu de la lutte engagée par les travailleurs polonais.

Les dirigeants de la confédération n'ont cessé, avant comme après le 13 décembre, d'identifier Solidarité à la politique de la CFDT. Au-delà des mots, qui parfois peuvent être communs aux deux organisations, la différence de pratique doit être mise en lumière.

Solidarité est toujours restée inébranlable sur les revendications ouvrières. Solidarité est née d'une épreuve de force victorieuse face à la bureaucratie, lors des grèves de l'été 1980 à Gdansk. Sous les coups de la répression, aucun des dirigeants n'a capitulé, malgré les pressions exercées par l'épiscopat polonais sur Walesa pour qu'il « assouplisse » sa position et « négocie » avec le pouvoir. Cette intransigeance constitue un exemple pour le mouvement ouvrier international. Elles s'oppose radicalement à l'attitude de la direction CFDT, dans les luttes de classes en France et ses rapports avec le pouvoir, celui du PS aujourd'hui comme celui de Giscard hier.

Si la direction CFDT affirme une identité commune avec l'expression de bon nombre de dirigeants de Solidarité, elle s'est montrée singulièrement discrète — sinon totalement muette — sur le mouvement pour l'autogestion ouvrière en Pologne. C'est que l'autogestion ouvrière telle qu'elle s'est développée est l'exact opposé de la société contractuelle que Maire baptise « autogestion ».

Solidarité s'appuyait sur la mobilisation sociale des travailleurs et en était largement l'expression. La CFDT se prétend volontiers l'expression de ce mouvement social en France. Elle le réduit d'ailleurs à la liberté et l'initiative du mouvement syndical de négocier et contracter avec les employeurs et les pouvoirs en place. Présenter l'action de Solidarité comme l'ébauche d'une société contractuelle (où tout se négocie à tous les niveaux entre « partenaires sociaux »), c'est travestir l'activité de la classe ouvrière polonaise et sa dynamique jusqu'au 13 décembre.

Depuis la création de Solidarité, la direction CFDT a tenté de l'utiliser à des fins quelque peu boutiquières. La visite

de Walesa en France était l'occasion d'un soutien unitaire du mouvement ouvrier qui aurait dû se concrétiser, comme ce fut le cas en Italie, par des meetings intersyndicaux. Mais, tout comme FO, la CFDT a préféré tenter de s'approprier le prestige de Solidarité, plutôt que de se battre pour de tels meetings unitaires. La meilleure défense de Solidarité eût pourtant été d'en faire l'œuvre commune de tout le mouvement ouvrier, dans toutes ses composantes. C'était aussi apporter l'aide la plus précieuse aux militants qui, dans la CGT, exigeaient la publication des revendications des grévistes de Gdansk dans la *Vie ouvrière*, au moment où Séguy recevait officiellement les représentants des syndicats « officiels », c'est-à-dire de la bureaucratie polonaise.

Syndicalisme a donné, dans son numéro du 7 janvier 1982, l'interprétation suivante de la politique de Solidarité et des enjeux de la lutte des travailleurs polonais : « Grâce à un solide rapport de forces, dû en particulier à l'appui de plusieurs forces sociales et au rôle de l'Eglise, Solidarité occupe seul le terrain social. La recherche de solutions négociées et de compromis avec l'Etat procède de cette démarche efficace qui associe un mouvement dont l'unité est la caractéristique dominante, une stratégie de conquête de droits et d'espaces de liberté dans une société largement bloquée. » Soulignant l'effondrement du POUP et l'affaiblissement rapide du pouvoir d'Etat, *Syndicalisme* poursuit : « Dans ce contexte, Solidarité se trouve en face d'un problème stratégique considérable. La question du pouvoir doit-elle être posée ? Lors du congrès de septembre dernier, plusieurs délégués poussent dans ce sens. Mais le syndicat doit tenir compte de la position géopolitique de la Pologne. Il est prêt à prendre ses responsabilités, préconise le développement de l'autogestion, mais refuse de s'engager dans une voie aux conséquences incalculables. »

Syndicalisme prend ici position dans un débat qui a traversé Solidarité, lors de son congrès mais beaucoup plus largement et massivement dans les mois qui ont suivi. Ce débat n'était pas une simple opposition de stratégies : c'est l'incapacité de la bureaucratie à assurer la satisfaction minimum des besoins et services sociaux qui a contraint le mouvement ouvrier à prendre en charge ces tâches, avec les méthodes de la démocratie ouvrière. Accroché à la politique de négociation des espaces de liberté, *Syndicalisme* ignore cette dynamique objective de la situation, qui posait effectivement la question du pouvoir. Il fait silence sur la volonté de la base ouvrière dans les usines « d'aller de l'avant », comme le rapporte Kowalewski, dirigeant de Solidarité à Lodz. Pour le moins, *Syndicalisme* aurait pu s'interroger sur la validité d'une stratégie qui a conduit aux hésitations devant le premier coup de force de Jaruzelski contre l'école des pompiers. Beaucoup parlaient de constituer des gardes ouvrières, dans les semaines qui ont précédé le 13 décembre. Si elles avaient été constituées à une large échelle, la milice et l'armée auraient-elles

pu si facilement désarticuler Solidarité ? La bureaucratie aurait-elle pu tenter le coup ? Ces questions, *Syndicalisme* ne les pose pas. L'organe de la CFDT préfère tenir pour une contrainte incontournable ce qu'il appelle « tenir compte de la position géopolitique de la Pologne ».

Hors camps ?

Ainsi, bien que sensiblement différente de celle du PS, l'attitude de la CFDT la rejoint sur le fond dans le refus d'envisager la possibilité d'une révolution ouvrière à l'Est. Voilà qui réduit à une rodomontade les propos de Chêrèque : « Nous ne nous laisserons pas prendre au piège du chantage entre la guerre nucléaire ou le statu quo. Nous ne voulons pas choisir entre l'impérialisme américain ou l'hégémonisme soviétique, c'est un faux dilemme. » (*Syndicalisme* du 31 décembre 1981).

L'exigence formulée d'un boycott économique des pays de l'Est n'est pas neutre. Affirmer que certains milieux économiques s'y opposent ne suffit pas à lui donner une coloration anticapitaliste, quand la bourgeoisie internationale n'a jamais abandonné l'espoir de regagner les marchés perdus, quand elle réarme aujourd'hui massivement, derrière son chef de file Reagan.

Quand la direction de la CFDT affirme choisir le camp de la démocratie contre le totalitarisme, elle se situe, qu'on le veuille ou non, en défense d'un camp : celui de la démocratie occidentale, et particulièrement des systèmes impérialistes européens. Il est significatif que les propositions de la CFDT en matière de réformes économiques et sociales se définissent comme des garanties contre une déviation totalitaire du mouvement ouvrier et du socialisme. Là réside la justification profonde du projet CFDT de contractualisation généralisée des rapports sociaux. Projet qui suppose la pérennité de la classe bourgeoise et de son système économique, et vide de son contenu la référence au socialisme autogestionnaire. Entretien le soupçon — si ce n'est la conviction — du totalitarisme latent et inévitable dans la démarche de la classe ouvrière pour se constituer en classe dominante, la direction CFDT nie toute issue réellement socialiste à la lutte des classes.

L'indépendance du mouvement syndical à l'égard des camps est pourtant possible : elle suppose une politique d'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux intérêts de la bourgeoisie impérialiste et de la bureaucratie, une indépendance qui est la condition et la promesse de l'avenir socialiste de l'humanité.